

Zeitschrift: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 948

Rubrik: Élections

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Berne se prépare

(cfp) On se souvient qu'aux élections de 1986, caisses noires aidant, les radicaux avaient été exclus du gouvernement bernois et remplacés par deux élus de la Liste libre, de tendance verte. Les quatre autres sièges revenaient à l'UDC. Les élections de 1990 se préparent et le principe d'une liste commune UDC-radical, devant permettre à ces derniers de retrouver leurs fauteuils au Conseil exécutif, est d'ores et déjà décidé.

Mais qui s'assiéra sur les trois sièges laissés depuis 1946 aux socialistes et les deux occupés depuis trois ans par Leni Robert et Benjamin Hofstetter? Le maintien d'une telle majorité est généralement jugé irréalisable, encore que le résultat des élections neuchâtelaises fera peut-être changer certains d'avis.

Le comité directeur du parti socialiste envisageait de présenter une liste sans alliance. Son préavis a été rejeté par le comité cantonal qui l'a chargé d'entrer en pourparlers avec des représentants de la Liste libre pour examiner dans quelles conditions une liste commune pourrait être envisagée l'année prochaine.

Le comité cantonal a posé des conditions précises: la liste devrait porter les

noms de cinq candidats et seule la Liste libre entre en ligne de compte. Il n'est donc pas question de ratisser trop large, que ce soit par le nombre de candidats ou le choix de partenaires.

Chacun s'exprime

La *Berner Tagwacht* a fort opportunément ouvert ses colonnes pour que s'y déroule un débat sur la question. Au moins une fois par semaine, les opinions des simples citoyens comme celles de politiciens chevronnés se confrontent dans ce quotidien d'une Berne différente.

La lecture de cette rubrique nous apprend que, parmi les partisans du maintien de la formule de toujours du PS bernois, à savoir le dépôt d'une liste sans alliance, se trouvent plusieurs syndicalistes. Il craignent de changer les habitudes des électeurs traditionnels, qui se déplacent déjà en plus petit nombre qu'auparavant pour aller voter.

Les partisans de l'alliance relèvent pour

leur part que le pragmatisme du Conseil exécutif, où la majorité pouvait être réalisée lorsque les élus socialistes et ceux de la Liste libre votaient ensemble, a rendu possible un certain nombre de changements bienvenus.

Le professeur Erich Gruner, qui a introduit la science politique à Berne, s'est également exprimé dans la *Berner Tagwacht*; il rend attentif au fait qu'il faut trouver un dénominateur commun aussi large que possible. Il ne suffit pas d'être unis dans la lutte contre certains symptômes (comme l'opposition au recensement fédéral) ou la dénonciation de certains comportements (les «méchants» automobilistes). Pour Gruner, ce dénominateur commun devrait tout d'abord être trouvé par les petits groupes politiques et la Liste libre et, ensuite, par leurs représentants et le parti socialiste.

La discussion se poursuit et en juin le congrès cantonal socialiste se prononcera. Un point semble cependant déjà acquis: les apparentements de listes pour le Grand Conseil seront admis et plus seulement tolérés dans des cas particuliers.

Nombreux sont les électeurs bernois qui ne veulent pas un simple retour au régime d'avant 1986. ■

EN BREF

L'hebdomadaire gratuit zurichois *Zuri Woche* a pris sous son propre contrôle la distribution du journal. Près de 680 porteurs surveillés par six inspecteurs-organiseurs effectuent ce travail entre le mercredi à midi et le début de la soirée du jeudi. Tirage: 360'000 exemplaires.

Les représentants de tous les pays entièrement ou partiellement germanophones participeront en mai à une conférence à Vienne pour simplifier l'orthographe et la grammaire allemande. C'est la conférence des directeurs de l'instruction publique des cantons alémaniques qui organise le travail de la délégation suisse.

ÉLECTIONS NEUCHÂTELOISES

Qui commande!

(pi) Nous savons maintenant qui commande dans ce canton! Voilà ce que doit se dire le radical neuchâtelais Yann Richter, lui qui, après la non-élection de Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral, avait lancé: «*Nous savons maintenant qui commande dans ce pays!*»

Les «forces de progrès» commanderont donc à Neuchâtel; premier événement. Et les radicaux ne feront plus partie du gouvernement; second événement. A part Berne, suite de l'affaire des caisses noires, aucun autre canton suisse n'est gouverné sans un représentant au moins de ce parti.

Pendant que les socialistes bernois s'interrogent sur l'opportunité d'une alliance avec la Liste libre (voir ci-dessus), les «forces de progrès» neuchâtelaises ont donné l'exemple d'une alliance réussie. Voilà qui fera réfléchir les états-majors des partis qui prépa-

rent, dans les cantons de Vaud et de Genève, les élections cantonales et communales de cet automne et du printemps prochain.

Le modèle neuchâtelais n'est pourtant pas transposable sans autre sur les bords du Léman: Michel von Wyss est un écologiste de gauche et il a pu, de ce fait, être soutenu par les socialistes. La coloration du GPE dans le canton de Vaud et du PEG à Genève rendrait l'exercice plus difficile. Les résultats de dimanche dernier montrent également le «bonus» dont peut bénéficier un candidat hors-parti en ces temps d'«affaires» qui ont terni l'image de la classe politique traditionnelle. Le candidat le plus connu ne sera plus forcément celui qui aura le plus de chances d'être élu. Voilà qui pourrait permettre d'élargir le cercle des personnes aptes à figurer sur une liste et augmenter d'autant les possibilités d'alliance à gauche.